

Crise de la mondialisation et retour de l'État dans l'économie

Les analyses aujourd'hui convergent : la crise financière et économique déclenchée à la fin de l'année 2008 est bien la crise de la mondialisation. C'est même la première crise de la mondialisation libérale de l'économie. De nombreux économistes ont déjà dénoncé cette globalisation bénéficiant davantage au capital qu'au travail, aux riches qu'aux pauvres. Mais aujourd'hui, ce sont les moteurs de la mondialisation qui sont mis à mal : ouverture des marchés, chaînes d'approvisionnement mondiales, entreprises intégrées au niveau mondial, capitaux privés ont produit l'apparition et la diffusion de la crise. Et c'est bien pour cela que l'esprit du protectionnisme souffle à nouveau et que les multinationales, qui n'avaient pas de drapeau, renouent avec leurs racines nationales. L'échec de la réglementation des marchés et l'absence de surveillance des institutions financières expliqueraient toute la crise. Et la preuve, là aussi, en est qu'il n'y a pas eu le «découplage» attendu par les spécialistes qui pensaient voir les pays émergents et à leur tête les Bric (Brésil, Inde, Chine et Russie) passer entre les gouttes. En effet, les pays

émergents sont, eux aussi, touchés par la crise. Deux indicateurs au moins confirment cette crise :

1) Les flux de capitaux privés qu'ils recevaient n'ont atteint en 2009 que quelque 165 milliards de dollars en baisse de 82% par rapport à 2007.

Le commerce international a été un vecteur de contagion de l'Asie de l'Est. Et pour cause : la valeur des exportations est-asiatiques vers l'Amérique du Nord et l'Europe représente 12% du PIB de la région. Le commerce a donc propagé la crise. A fin 2010, les échanges et la production ont chuté de 10% et, dans plusieurs pays d'Asie, les exportations ont reculé de 10 à 20% sur douze mois. (cf «Remodeler l'économie mondiale» Jean Pisani-Ferry et Indhira Santos. Finances et développement.

Le remodelage de l'économie mondiale a-t-il commencé ?

Quatre moteurs de la mondialisation rapide de ces dernières années sont affectés par la crise :

1) Les difficultés que vivent les capitaux privés : les participations de l'Etat dans le secteur privé ont beaucoup aug-

menté ces derniers mois. Sont concernés : les banques, les assurances, le secteur automobile. L'Etat fait sa réapparition dans le secteur privé.

2/ L'intégration des entreprises à l'échelle mondiale est remise en question. Les aides publiques risquent de transformer les entreprises internationales en des firmes nationales. Les déclarations du patron de Continental (pneus allemands) qui affirmait : «J'ai des devoirs envers mes 80 000 salariés de par le monde» ne sont plus à propos.

L'Etat aide les entreprises mais en exigeant d'elles de sauver d'abord les activités et les salariés nationaux. La préférence est pour l'économie nationale : «Achetez américain» est la clause du plan de relance des USA ; «Des emplois britanniques pour les travailleurs britanniques» est le slogan de Gordon Brown et le Français Nicolas Sarkozy adosse le plan français de l'automobile à des emplois nationaux.

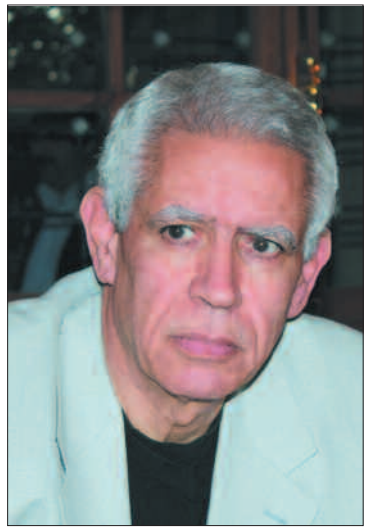
3/ Les ripostes nationales à la crise comportent les risques d'une fragmentation économique et financière et altèrent fortement la logique de la mondialisation.

4/ Les droits de douane aug-

mentent dans plusieurs pays depuis le début de la crise : «De l'Inde et de la Chine jusqu'à l'Equateur et l'Argentine» (Jean Pisani Ferry déjà cité).

Est-ce que ces évolutions ne sont que conjoncturelles et des réactions immédiates à la crise ou bien constituent-elles de réelles prémices à une sorte de dé-mondialisation de l'économie ? Les analystes, pour l'instant, observent. Une chose est en tout cas certaine : la question des frontières entre l'Etat et le marché est à nouveau posée. Il est vrai que personne ne préconise le retour à la planification centrale et l'implication massive de l'Etat dans l'activité économique mais la conception keynesienne des liens entre les marchés et l'Etat, qui a prévalu dans la plupart des pays occidentaux de l'après-guerre jusqu'aux années 80, refait surface.

Est-ce la revanche de Keynes sur Milton Friedman qui louait la rationalité et l'efficacité du marché et dénonçait l'Etat irrationnel et souvent inefficace, un Etat qui de surcroît, disait-il, n'agissait pas toujours dans l'intérêt général et pouvait être miné par la corruption ou instrumentalisé par des groupes de pression.



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

La régulation contre la déréglementation. La présence de l'Etat contre la «main invisible» des mécanismes de marché. Mais, nous avertissons les tenants de la pensée économique dominante, nous n'en sommes pas, mais pas du tout, aux choix de la démocratie contre le totalitarisme et de l'économie de marché solidaire contre l'économie administrée à gestion centralisée. Notons en tout cas que les débats économiques, les débats des économistes sont, décidément, un éternel recommencement !

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



L'Algérie, entre le vendeur de paprika et Gargamelle !

Auditions du Ramadan. Abdekka appelle toutes les institutions du pays à se rapprocher encore plus de la population. Pour l'heure, seules la...

... police et la gendarmerie ont répondu à son appel !

Il ne s'agit pas de dévaloriser des petits métiers. D'ailleurs, il n'y a pas de petits métiers. Et pour faire carrément dans le cliché archi rebattu, il n'y a pas de sots métiers. Mais en même temps, en ayant dit tout ça, on est bien obligé de descendre au kilomètre 7 du tramway de Tou et de méditer. L'Algérie des années à venir se débat aujourd'hui entre un vendeur d'épices reconverti en crapahuteur des djebels et un exorciste injecté de force dans un costume de ministre. Benhadjar et Soltani dessinent pour nous le pays dans lequel nos enfants vont grandir, étudier, travailler, aimer, se marier, fonder des foyers. Je comprends parfaitement que dans le sérail, ceux dont les enfants ne vivent pas ici ne s'inquiètent pas trop de l'acaparation du débat national par un «Aâkak'ri» et un «Raqui», mais pour les autres, tous les autres, ceux qui vivent ici, enfantent ici, éduquent ici et crèvent ici ? Le fait même qu'un mec qui vend du paprika le matin et s'exprime l'après-midi sur la stratégie monétaire de l'Algérie par temps de crise m'est insupportable, parce que grotesque. Hautement grotesque. Le fait même qu'un diseur de bonne aventure, un scrutateur de fonds de tasses ébréchées, un décodeur de marc de café, un Gargamelle en quête de schtroumfs ait été intronisé ministre et soit aujourd'hui entendu, interrogé, consulté et élevé au rang

d'acteur incontournable dans l'Alliance qui mène le pays je ne sais où me rend proprement malade. Avec de tels débatteurs, avec ce niveau d'indigence, comment voulez-vous ensuite que le pays ne dégringole pas dans les classements mondiaux ? Quand vous accordez au mixeur d'herbes, au peseur de gingembre une parcelle, ne serait-ce qu'une once du pouvoir de dicter ce que doit être le programme de développement d'un pays, pourquoi ensuite renier le droit aux étrangers de nous mépriser, de nous ravalier au rang de peuplade encore gérée par les saints sacrements du kanoun, du braséro et des oracles qui s'en dégagent ? Lorsque les barrières logiques et censées de la République supposée vigilante laissent passer au travers des mailles de ses enquêtes d'habilitation un sorcier guérisseur et le propulse en conseil de gouvernement et des ministres, quel rang voulez-vous ensuite occuper sur l'échelle de la bonne gouvernance mondiale ? Non ! Il n'y a pas de sots métiers. Mais lorsque je vais au marché, que je discute cinq minutes avec mon vendeur d'épices, qu'il me lance deux ou trois vannes sur la situation du pays, je ne m'attends pas, en rentrant ensuite à la maison et en allumant mon micro, à retrouver le compte-rendu de notre discussion rédigé par l'AFP ou Reuters. Toute la différence est là. Sauf à considérer qu'il y a une autre option, un autre monde, une autre dimension, une autre Algérie au-delà des 7,4 km de tram de Si Amar. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

Appelez vers la France
au même tarif qu'en Algérie

Promotion Ramadhan:
Valable du 8 au 22 août 2011
10 DA TTC/min vers les réseaux fixes et mobiles en France

Plus d'informations: 0550 000 333 - www.nedjma.dz

